

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/La-malediction-de-l-autocratie>

La malédiction de l'autocratie

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 4 février 2022

Description :

La malédiction de l'autocratie. A propos de la fragilité de la Russie. Un avertissement contre la surestimation de son pouvoir... Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A propos de la fragilité de la Russie. Un avertissement contre la surestimation de son pouvoir.

Il me semble que certains observateurs de gauche du Sud mondial sont trop optimistes et trop éblouis par la combinaison qui résulte de l'alliance russo-chinoise d'une part, et du déclin de l'Occident dans le monde d'autre part. Les deux processus sont vrais, mais le premier, l'alliance russo-chinoise, est incertain à moyen terme. Nous ne savons pas combien de temps cela durera, compte tenu du déséquilibre de pouvoir entre les deux pays et le peu de vocation de la Russie à être la « soeur cadette » de personne. En ce qui concerne le second, il s'agit d'une tendance historique, qui se produit depuis des décennies et dont les effets sont lents. Ainsi, la promesse d'un monde multipolaire, avec plusieurs centres de pouvoir, succédant à l'hégémonisme occidental sur le point d'échouer, est à la fois vraie, problématique et relative...

Tout cela est un grand sujet dont nous ne savons pas ce qu'il en résultera, mais nous ne nous concentrerons ici que sur un aspect de l'optimisme mentionné : la surestimation exagérée du pouvoir russe.

Même si certains intellectuels « euroasianistes » dépréciés de son régime l'insinuent, la Russie n'est pas l'Asie. Avec sa tradition chrétienne millénaire, son alphabet de type grec, son ethnicité et surtout sa langue slave, ses coordonnées de civilisation sont sans équivoque. Pour paraphraser [Pavel Milioukov](#), l'historien de premier plan de sa culture politique du début du XXe siècle, nous pouvons affirmer que la Russie n'est pas l'Asie, mais l'Europe compliquée par l'Asie. La Russie est une périphérie occidentale - comme l'était l'Espagne jusqu'à ce que son récent asphalte intellectuel européen évapore Don Quichote de la scène. Cela signifie que depuis cette position, la Russie fait partie intégrante de la tendance historique du déclin occidental.

Au cours des années quatre-vingt-dix, depuis la fin de l'URSS, pendant quelques temps il nous a semblé que le pays partait littéralement au gré du vent de sa dégénérée caste politique administrative concentrée sur le pillage et la privatisation du patrimoine que du temps de l'URSS administrait seulement sans posséder ni hériter. Le rétablissement réalisé par Poutine a corrigé cette perspective d'affaissement, mais il est nécessaire d'être conscient que, dans le meilleur des cas, ce rétablissement ne cesse d'être une pure administration de la pente générale inexorable, comme le prédisait dans les années quatre-vingt-dix [Lev Gumiliov](#). Pour nous comprendre, ce rétablissement n'a pas quelque chose de commun avec les combustibles qui poussent l'ascension de la Chine.

Selon moi, le rôle renforcé de la Russie de Poutine, dans son environnement et dans le monde, est plus faux que réel. Sous sa brusquerie apparente il dissimule une fragilité inquiétante.

Les trois cercles du « socialisme »

Du point de vue de sa cohésion territoriale, l'Union Soviétique a été créée comme une fédération de républiques. À la différence de l'Empire russe, dans l'acronyme « URSS » ne figurait même pas « la Russie », mais le caractère dogmatique et presque religieux de son idéologie demandait une unité et une obéissance absolue. Cette exigence a fini par annuler complètement non seulement la chose fédérale, mais toute signe léger d'autonomie, bien cette dernière a été retrouvée à l'époque de Brezhnev, au moins au niveau des dimensions spacieuses avec lesquelles les élites des différentes républiques faisaient et défaisaient dans leurs territoires.

Le nouvel empire russe qui était l'URSS - l'empire « rare », dans le sens qu'il n'y avait aucune succion des ressources de la périphérie depuis le centre russe - a exercé un dominion basé sur l'idéologie. Depuis que Staline a affirmé le socialisme dans un seul pays » contraire à l'internationalisme précédent, le « socialisme » était le ciment national russe de domination et de cohésion territoriale qui a fini par s'installer aussitôt que les impulsions de libération ont été annulées et la rupture radicale avec la Révolution de 1917. Comme disait l'historien [Dmitri Furman](#) (1943-2011), « Staline était la synthèse entre une figure exceptionnelle du Marxisme russe particulier, nouveau Lénine et un reformulateur du nationalisme russe, un nouvel Iván le terrible ». L'analogie avec Napoleon, simultanément le bourreau et reformulateur impérial de la Révolution française, dans un certain sens. En tout cas, grâce à ce « socialisme », un nationalisme russe camouflé put continuer de maintenir l'énorme espace eurasien durant encore 80 ans.

L'espace impérial soviétique avait trois cercles concentriques. Le premier était sa souche russe, la [République Fédérative de Socialiste de Russie](#) (RSFR), le deuxième les républiques de l'URSS et le troisième les pays du bloc socialiste. Avec la dissolution de l'URSS et l'annulation de son idéologie très érodée, s'est effrité le ciment qui jointait toute la construction. Avec la dissolution de l'autocratie tsariste en 1917 quelque chose de semblable s'est passé. Dans le chaos qui est survenu quelques territoires (parmi eux la Pologne et la Finlande) ont quitté l'empire. Avec la dissolution de l'URSS et sa libéralisation précédente, c'était la coalition ouest entière et les républiques soviétiques, le troisième et deuxième cercle, qui est parti. Mais de la même façon avec laquelle après la Révolution de 1917 l'espace a été réparé par d'autres formules au moyen de l'URSS, après la dissolution de celui-ci le CEI a été inventé, la Communauté d'États indépendants, pour sauver les restes du naufrage avec une nouvelle intégration.

La double complication de l'intégration post-soviétique

Dépourvue de ciment idéologique et de toute idée cohésive, cette nouvelle invention intégrative que la Russie post-soviétique mène depuis des années dans la CEI, est déjà une lutte pour refonder un espace russo-centré sans nuances ni camouflages. Cette entreprise s'avère extrêmement compliquée, tant au niveau institutionnel qu'au niveau citoyen.

Institutionnel, parce que l'effort de Moscou pour récupérer des espaces et des influences, quelque chose qui a un sens russe national complet, se heurte à l'affirmation nationale des nouvelles républiques indépendantes. Pour elles, l'indépendance et la souveraineté c'est le bagage idéologique de base de leur cohésion nationale. L'intégration de l'énorme Russie avec les républiques petites et moins petites contient également une certitude d'inégalité implicite dans les différents poids de chacune d'elles par rapport à la Russie. Dans l'intégration du petit avec le grand, il n'y a aucune possibilité d'équanimité. Il en irait de même si les États-Unis créaient une sorte de fédération avec le Canada, le Mexique et les sept républiques d'Amérique centrale. Il y a aussi des tendances à la désintégration dans l'Union européenne, mais les corrélations sont différentes, en raison de l'existence de plusieurs « grandes » nations dans un certain équilibre qui amortit l'objectif dominant de l'Allemagne, la plus grande d'entre elles. Par Varufakis et bien d'autres témoignages, nous savons que dans les réunions du groupe Euro, ce genre de Politburo technoco-néolibéral, c'est l'Allemagne qui porte la voix chantante, tandis que les autres écoutent. Mais c'est une autre échelle.

Les dirigeants des anciennes républiques soviétiques ne peuvent voir dans l'intégration qu'un joug inégal, une simple discipline et une soumission aux desseins russes sans plus de nuances. Donc, déjà sans fondements idéologiques communs et avec la nécessité d'affirmer leur propre cohésion en collision avec les desseins de la Russie, qu'est-ce qui les unit Moscou malgré tout ? La réponse à cette question est sans équivoque : le nouveau ciment est la nature autocratique commune de ses régimes. Et la malédiction de cette nouvelle tentative d'intégration de l'espace eurasien est précisément que ce ciment est extrêmement fragile.

Club des régimes autoritaires

Tous les régimes post-soviétiques impliqués dans l'effort d'intégration russe ont en commun leur statut de « démocraties d'imitation ». Leurs parlements sont sans importance, leurs élections truquées, leurs régimes autoritaires/oligarchiques à haut niveau de corruption, et leurs dirigeants n'ont pas le choix : ils se succèdent au pouvoir ou nomment leurs successeurs, sans aucune possibilité de changement. Bien que le sens, économique, commercial, culturel, linguistique, historique et politique, de l'intégration soit énorme et authentique, dans la pratique la raison principale et finale d'être institutionnel est le maintien des régimes autocratiques formés par chaque oligarchie nationale selon diverses modalités. Cette caractéristique fragilise considérablement l'entreprise face aux sociétés et aux citoyens de tous les pays pour lesquels un horizon de plus grande liberté est une aspiration incontournable.

Du Kirgizstan à l'Ukraine, en passant naturellement par la Russie, toutes les sociétés cherchent des objectifs futurs dans le miroir « européen ». Nous ne sommes pas en Chine qui joue dans une autre ligue (pour l'instant ?), la ligue des « caractéristiques chinoises ». Le cas de la Mongolie, qui n'est pas une « démocratie d'imitation », mais une démocratie homologue aux occidentales de tous les points de vue, suggère qu'il n'y a pas de limite géographique en Eurasie à cet effet. Avec plus ou moins d'intensité, l'aspiration à une vie avec moins de corruption, d'inégalité et d'injustice, et plus d'espace pour la liberté, y compris la possibilité de changer de gouvernement lors des élections, est une pression qui se manifeste périodiquement (que si cette aspiration se réalise, elle est très susceptible de devenir soumission et vassalité à une autre puissance étrangère, la situation change peu).

C'est le fondement principal des soi-disant « [révolutions de couleurs](#) » et il est beaucoup plus important que l'interventionnisme occidental aux buts manifestement bâtarde et sans le moindre lien avec la démocratie en elles. Sans un véritable mouvement national-populaire, le changement de régime de 2014 en Ukraine, qui comportait des aspects sans équivoque d'un coup d'État, n'aurait pas été possible, peu importe l'argent et les efforts mis par Washington et Bruxelles.

Compte tenu de ces mouvements sociaux et civils, la Russie agit dans la CEI comme l'URSS a agi en Europe de l'Est dans le cycle historique précédent : défendre le statu quo, et entraver l'autonomie sociale. Les contradictions atteignent un tel extrême que même en Biélorussie, la plus soviétique et la plus soeur de sa matrice russe des républiques de l'URSS, la Russie commence à être perçue comme un empêchement et un obstacle à l'émancipation et à l'évolution vers un système politique pour lequel la démocratie de faible intensité commune en Europe de l'Est et de l'Ouest est manifestement préférable à l'autocratie de Loukachenko, qui a conservé un niveau social considérable et précieux, et un statut social (un aspect qui explique la frilosité ouvrière face aux derniers grands mouvements citoyens contre le caudillo biélorusse).

Au Kazakhstan, nous venons de voir comment un mouvement social anti-oligarchique a été écrasé et réprimé (le cri « vas-t-en le vieux ! » adressé à [Nursultan Nazarbaïev](#)) avec l'aide de Moscou et de sa structure de sécurité militaire eurasiennne. Le contenu pratique de cette aide a été discret, les troupes n'ont pas participé à la répression et sont à peine resté une semaine au Kazakhstan pendant pour ne pas offenser le nationalisme local. (il serait intéressant de savoir ce que les Chinois en ont dit, qui ont beaucoup plus d'investissements dans le pays), mais ont servi à imposer une faction de l'oligarchie kazakhe sur une autre, la famille de Nazarbaïev, qui a monopolisé le pillage du patrimoine énergétique du pays pendant trente ans.

Une situation se dessine dans laquelle Moscou est l'obstacle à toute évolution politique. La plupart des Biélorusses peuvent s'attendre à ce que le Kremlin trouve un remplace autocratique à son goût à un Loukachenko discrédité, rusé et contradictoire. Quant aux Kazakhs, je ne pense pas qu'ils puissent attendre beaucoup plus du changement de la part de la famille et des clans de Nazarbayev pour celui de Tokayev et des leurs.

Dans l'attitude du Kremlin, il n'y a pas que des considérations, dites « géopolitiques », pour empêcher telle ou telle république de passer à l'Ouest avec toutes les pertes économiques, politiques et sécuritaires que cela suppose. La peur de la contagion est aussi très importante : la peur d'une révolte sociale et anti-oligarchique en Russie, est quelque chose qui arrivera tôt ou tard...

Ainsi, si la disproportion des poids spécifiques et la corrélation des forces des républiques de la CEI par rapport à la Russie compliquent tous les horizons de souveraineté par en haut, la défense outrancière de l'ordre oligarchique, de peur que les sociétés fuient vers l'Ouest et que la vague atteigne la Russie, complique l'intégration par en bas. La conclusion est sans équivoque : cette pelote ne peut se démêler qu'avec un changement politique en Russie. Et voilà que nous arrivons au plus compliqué.

Le changement par convulsion

L'évolution vers une démocratie homologue à celle de l'Occident (c'est-à-dire une démocratie de faible intensité, ploutocratique, corrompue et injuste, pour tout ce qui rend le capitalisme incompatible avec une démocratie authentique) est plus difficile en Russie que la faillite chaotique de son régime. Comme je l'ai expliqué dans mon livre *Comprendre la Russie de Poutine* (2018), une société civile exclue de toute responsabilité politique, sans possibilité de changement institutionnel, avec peu d'intervenants pour exprimer légalement leur mécontentement, etc., aura toujours tendance à avoir une attitude d'effondrement plutôt que de réforme ou de modification de l'ordre établi. Si nous ne pouvons pas intervenir par le biais des élections, des chambres représentatives et des médias, seules la rue et la force restent un espace et une méthode de changement. Dans ces conditions, l'autocratie considérera toujours, et à juste titre, tout but de réforme d'en bas comme subversif, lorsqu'il ne fonctionne pas par des agents étrangers. Le pacte et le consensus sont des figures compliquées qui, tant au-dessus, au pouvoir, qu'en dessous, dans la société, tendent à être considérées comme une expression de faiblesse. Dans cette dialectique, le changement est très susceptible d'être considéré comme une convulsion

Si, à la suite d'une telle faillite, les forces « libérales » qui dirigeaient le pays après la dissolution de l'URSS en 1991 étaient rétablies au pouvoir en Russie, le résultat pourrait être similaire ou égal à l'actuel. Ce n'est pas une prophétie, mais la découverte de quelque chose de connu et d'expérimenté, quelque chose que nous avons déjà vu.

Le régime russe actuel, tant dénoncé par l'Occident, n'a pas été fondé par Poutine, mais par Boris Eltsine au nom des valeurs libérales-occidentales. Il n'y a pas de paradoxe dans cela. Rappelons que la Russie est le pays où les crimes effroyables des années trente de Staline ont été commis au nom du socialisme... C'était dans les années 90 sous le gouvernement « libéral » et pro-occidental d'Eltsine (à de rares exceptions près, il faudrait parler de « libéraux-staliniens »), lorsque le premier parlement entièrement élu dans l'histoire russe a été bombardé par des applaudissements occidentaux (octobre 1993) et que s'est imposé sur ce massacre (environ 200 morts et des milliers de détenus) un présidentielisme et une constitution autocratiques et un parlement consultatif et non pertinent (Douma). Cette mémoire nous met en garde contre les applaudissements et le mécénat occidental de personnages alternatifs à Poutine comme l'empoisonné et emprisonné Alekseï Navalny : il peut y avoir quelque chose de pire que Poutine. Beaucoup de Russes, certainement la plupart, le pensent.

Une autre considération importante est la contradiction entre le but « national » du Kremlin (le politique) et la dépendance que l'oligarchie russe a à l'égard du réseau occidental, dont les institutions bancaires et les paradis fiscaux gardent leurs capitaux. Dans cet « internationalisme » des riches il y a un potentiel évident de schisme interne du régime russe qui est un conglomérat bureaucratique-oligarchique...

Il n'y a pas de déterminisme fataliste dans ces considérations. Elles sont le résultat d'une observation des cycles de

l'histoire russe et des données et signaux offerts par le pays et les circonstances de sa société, un travail qui est largement encore à faire. Et cette analyse souligne plutôt le fait que ce n'est que par la turbulence que la Russie pourra atteindre un gouvernement plus stable et une situation économique et sociale stable. Le jour où les Russes le décideront, il me semble qu'un scénario socialiste-collectiviste a plus d'avenir qu'un scénario oligarcho-occidentaliste, mais peut-être que cela se produira en une génération. Dans ce scénario, il vaut mieux ne pas intervenir du tout, laisser la Russie en paix, pour ne pas répéter les désastres qui ont aggravé la sauvagerie de sa guerre civile après la Révolution, contribuant au « communisme de guerre » et à la genèse du stalinisme. La Russie est un matériau inflammable qui ne doit pas être agité. Et c'est trop grand, dans tous les sens, pour être colonisé et recevoir des leçons.

Attitude hyppocratique

Que devrait être l'attitude européenne à son égard, une attitude, on pourrait dire, Hippocratique : ne pas aggraver avec notre intervention l'état de santé du patient, les traumatismes et les complexes que son histoire compliquée ont imprimé dans la psyché collective de sa société. Cela signifie, par exemple, ici et maintenant, accéder à leurs demandes raisonnables de « garanties de sécurité », reprendre la diplomatie et renoncer à la politique de sanctions. Après tout, stipuler un statut de neutralité pour des pays comme les républiques baltes, l'Ukraine ou la Géorgie, et délimiter un continent exempt d'armes nucléaires, ne constitue pas le « nouveaux Yalta » que nos politiciens invoquent. La Finlande et l'Autriche avaient des statuts de neutralité au XXe siècle quand la Russie était beaucoup plus puissante qu'elle ne l'est aujourd'hui, sans pour autant vendre leur souveraineté à Moscou. Si l'Europe cohabite, et même sanctionne tacitement, des annexions aussi violentes et abusives que celles d'Israël, de la Turquie à Chypre ou du Maroc au Sahara occidental, pourquoi faire de la Crimée un scandale, terre russe ancestrale, incorporée à la Russie sans violence et avec le consentement de sa population ?

La tension avec la Russie convient aux États-Unis dont la domination politico-militaire du continent en dépend. Une relation normalisée entre la Russie et l'UE mettrait fin à cette domination (une autre question est la façon dont un tel accord serait projeté dans le monde s'il était intégré de Vladivostok à Lisbonne).

La réalité simple est que dans le monde d'aujourd'hui, la Russie et la Chine pratiquent une politique étrangère beaucoup plus prudente, opposée au belicisme et ouverte à la diplomatie et au consensus dans la résolution des problèmes internationaux, que leurs adversaires occidentaux. Il suffit d'observer la chronique de guerre des vingt dernières années pour en être convaincu. Il n'y a pas non plus de grand paradoxe ici, car l'Occident maintient des niveaux de pluralisme à l'intérieur, parfaitement compatibles avec la dictature, le racisme et les massacres, les caractéristiques du colonialisme et de l'impérialisme, à l'extérieur.

Si la tension avec la Russie continue aujourd'hui en Europe, ce n'est pas seulement à cause de cette malédiction de l'autocratie qui condamne la fragilité de l'espace eurasiatique avec comme centre Moscou, mais aussi et surtout à cause d'autres maladies, notamment occidentales. Mais c'est une autre histoire beaucoup plus connue parmi nous, et aujourd'hui nous voulions juste aborder le problème de la fragilité de la Russie et les contradictions rencontrées par l'intégration compliquée de l'espace post-soviétique.

Les partisans de cet ordre international non impérial, moins injuste et plus démocratique dont nous avons besoin pour relever les défis du siècle - le réchauffement de la planète, les inégalités, la surpopulation et la prolifération des moyens de destruction massive - doivent être réalistes et ne pas se faire de fausses illusions.

Rafael Poch de Feliu* para su [Blog personal ><https://rafaelpoch.com/2022/01/26/la-maldicion-de-la-autocracia/>]

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, le 26 janvier 2022.

* **Rafael Poch de Feliu** ha sido durante más de veinte años corresponsal de *La Vanguardia* en Moscú, Pekín y París. Antes estudió historia contemporánea en Barcelona y Berlín Oeste, fue corresponsal en España de *Die Tageszeitung*, redactor de la agencia alemana de prensa DPA en Hamburgo y corresponsal itinerante en Europa del Este (1983 a 1987). [Blog personal](#). Autor de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humillación al restablecimiento ». Otros blogs : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 4 février 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org